



2016

RAPPORT D'ACTIVITÉS

**IDDRI**

# S O M M A I R E

## **3 Édito de Teresa Ribera et Jean Jouzel - L'urgence et la solidarité : les deux grands défis du développement durable**

## **5 Réalisations phares de l'année 2016**

- 6 Les acteurs clés réunis à Paris pour identifier les défis de l'après-2015
- 7 Des propositions structurantes pour une stratégie énergie - climat de l'UE renforcée
- 8 Renforcement de l'attention internationale sur les causes de l'érosion de la biodiversité
- 9 Analyse des nouvelles modalités de financement des pays les moins avancés
- 10 Des villes et acteurs du numérique à même d'expérimenter de nouvelles formes de service public
- 11 L'Iddri fédère des *think tanks* européens pour les ODD
- 12 De nouvelles trajectoires agricoles de la Chine à l'Uruguay

## **13 Carte d'identité de l'Iddri**

- 14 Programme Gouvernance du développement durable
- 15 Programme Climat
- 16 Programme Biodiversité et écosystèmes
- 17 Programme Océans
- 18 Gouvernance de l'Iddri
- 20 Équipe de l'Iddri
- 22 Budget de l'Iddri
- 23 Partenaires financiers de l'Iddri
- 24 Partenaires scientifiques et réseaux d'expertise de l'Iddri

## **26 Initiatives de l'Iddri**

- 27 Faire de l'Union européenne la championne des ODD
- 27 Lier transition écologique et numérique
- 28 Transformer les structures économiques vers 2°C
- 28 Renouveler les politiques agricoles, alimentaires et rurales de l'UE
- 29 Préserver l'environnement local dépendant des échanges mondiaux
- 29 Renforcer la gouvernance régionale de l'océan

## **30 Chiffres clés 2016**

# L'urgence et la solidarité : les deux grands défis du développement durable

*Teresa Ribera, directrice  
de l'Iddri, & Jean Jouzel,  
président du conseil  
d'administration*



**Deux ans après les accords globaux de 2015 (Accord de Paris sur le climat, Agenda 2030 pour le développement durable, Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement), comment en interprétez-vous la portée ?**

*Les accords de  
2015 ont eu  
trois effets :  
mettre le monde  
en mouvement,  
faire émerger de  
nouvelles forces,  
et ouvrir la  
phase de mise en  
œuvre.*

**Teresa Ribera** - Les accords de 2015 ont eu trois effets : mettre le monde en mouvement, faire émerger de nouvelles forces, et ouvrir la phase de mise en œuvre. La mise à l'agenda des enjeux de développement durable a en effet secoué l'ensemble des acteurs, au-delà des traditionnelles parties prenantes intergouvernementales. Les maires par exemple, habitués à penser en termes systémiques et à être redevables de leurs actions, ont embrassé l'Agenda 2030 et se positionnent en acteurs clés de l'action climatique. Les investisseurs et les entreprises, pour leur part, ont compris la nécessité d'investissements et de stratégies durables et recherchent des cadres d'action en ce sens. Mais ces accords ont aussi réveillé ceux qui ont potentiellement beaucoup à perdre. Il s'agit à la fois des potentiels perdants de la transition vers un monde plus durable (acteurs des énergies fossiles par exemple), dont certains résistent au changement, privilégient le court terme et s'engagent dans des stratégies de contestation ; ainsi que des plus vulnérables aux impacts et dérives d'un monde non durable (petits États insulaires, classes moyennes dans certains pays, etc.), qui y ont trouvé une nouvelle légitimité, une nouvelle voix. Enfin, ces accords globaux ont ouvert la phase de la mise en œuvre. Il faut maintenant construire les instruments de la transition et de sa gouvernance, en cherchant le meilleur équilibre entre acteurs (gouvernements, ONG, entreprises, scientifiques, collectivités, citoyens, etc.).

**Jean Jouzel** - Chercheur, impliqué dans le diagnostic que porte, à travers le GIEC<sup>1</sup>, la communauté scientifique sur le rôle des activités humaines sur le climat, extrêmement intéressé par la démarche suivie par cette communauté dans le domaine beaucoup plus large couvert par les ODD<sup>2</sup>, je note avec satisfaction une réelle convergence entre les conclusions - de mieux en mieux documentées - des scientifiques, et les objectifs affichés. Ainsi, les analyses d'impact suggèrent que le respect de l'objectif d'un réchauffement nettement en-dessous de 2°C - si possible 1,5°C - par rapport aux niveaux préindustriels devrait effectivement permettre une adaptation de notre monde, au moins pour l'essentiel.

## L'Europe doit mettre le climat et les ODD au cœur de sa stratégie

Elles mettent par ailleurs en exergue le fait que le réchauffement climatique risque d'exacerber les autres problèmes environnementaux. L'analyse des scénarios est implacable : elle montre sans ambiguïté qu'il existe à horizon 2030 un énorme fossé - de 35 à 40 % - entre cet objectif de 2°C et l'ensemble des engagements nationaux de réduction d'émissions des gaz à effet de serre pris à ce jour.

**Que s'est-il passé depuis 2015 ? Quels nouveaux défis pour le développement durable, notamment en termes de gouvernance, de géopolitique et de mise en œuvre ?**

**Teresa Ribera** - J'identifie deux défis principaux pour le développement durable : celui du temps et celui de la solidarité. Les accords de 2015 ont montré l'urgence et l'ampleur des objectifs à atteindre, mais comment assurer l'apprentissage, individuel et collectif, nécessaire pour relever ces défis en un temps si réduit ? D'autant qu'il faut combiner les connaissances, capacités et valeurs des uns et des autres. De ce point de vue, la ratification très rapide de l'Accord de Paris sur le climat et l'élaboration, dès les mois qui ont suivi son adoption, de stratégies de décarbonation à 2050 nécessaires pour prendre les meilleures décisions à court terme, envoient déjà des signaux positifs de cette gestion du temps.

**Jean Jouzel** - Urgence et solidarité sont effectivement les deux mots-clés des défis environnementaux. Il faut espérer que le retrait des États-Unis n'enraye pas l'indéniable dynamique de l'Accord de Paris. Au contraire, il faut relever très rapidement l'ambition des engagements des pays, et espérer que la politique environnementale très laxiste mise en place dans son pays par Donald Trump n'ait pas d'incidence négative sur la mise en œuvre de l'ensemble des ODD. Heureusement, il y a des signes d'espoir dans l'implication de nombreux États fédérés et de pays comme la Chine, ainsi que dans le dynamisme de secteurs clés comme celui des énergies renouvelables. L'Europe a une carte à jouer ; elle devrait mettre la lutte contre le réchauffement climatique et la mise en œuvre effective des ODD au cœur de sa stratégie.

**Comment l'Iddri contribue-t-il à relever ses défis ?**

**Teresa Ribera** - L'Iddri y contribue en repensant les réponses traditionnelles, en innovant dans la compréhension et la définition des cadres de gouvernance de la durabilité à la hauteur des enjeux. Ainsi, parmi d'autres exemples, la conférence « *Sustainable development: it's time!* » organisée en mai 2016 a souligné l'importance de sujets tels que la gouvernance de la vulnérabilité, la cohérence de la gouvernance financière du développement ou encore le rôle d'une science plus ouverte à la société, plus « activiste ».

**Jean Jouzel** - Depuis sa création en 2001, à l'initiative de Laurence Tubiana, l'Iddri est devenu un centre d'analyse et un lieu de débat de tout premier plan dans le domaine du climat, de l'environnement et du développement durable. Il le doit à la qualité des travaux conduits par ses chercheurs et à des interactions très fortes avec ses différents partenaires, tant dans le domaine de la recherche qu'avec les autres parties prenantes de la société, comme les entreprises ou les ONG. Ce rôle de plateforme rend l'Iddri unique dans le paysage français.

# Réalisations phares de l'année 2016

Après une année 2015 marquée par des accords internationaux historiques en matière de développement durable, l'Iddri s'est rapidement mis dans une nouvelle configuration, en plaçant ses capacités de recherche, de dialogue et d'influence au service de leviers clés pour la réussite de la mise en œuvre de ces accords. Cette orientation est confirmée par une demande politique croissante et par une insertion renforcée dans les réseaux de *think tanks* de premier plan. La sélection de sept réalisations clés de l'année 2016, présentée ci-après, en est une illustration. Ces réalisations donnent un aperçu des différentes modalités d'intervention de l'Iddri, de la recherche à l'influence, auprès des différentes parties prenantes de la société.

# Les acteurs clés réunis à Paris pour identifier les défis de l'après-2015

Préparée dès l'avant-COP21 avec l'aide d'un comité consultatif composé de personnalités de premier plan, la conférence « *Sustainable development: it's time!* » a réuni pendant deux jours, en mai 2016, cent cinquante participants de haut niveau de tous les continents. Agissant au sein d'organisations internationales, de gouvernements, de collectivités, d'entreprises, de centres de recherche ou de *think tanks*, ils se sont rencontrés dans l'objectif de prendre du recul sur les engagements internationaux pris en 2015, d'identifier les nouveaux défis et de coordonner leurs actions.

Grâce à une alternance de conférences en plénière et de quatorze sessions de dialogue en sous-groupes, de nombreux sujets ont été discutés, autour de trois grands thèmes : les modalités de suivi des engagements pris ; la nécessaire convergence entre réallocation des investissements et politiques économiques et sociales d'accompagnement ; les nouveaux enjeux de solidarité liés aux vulnérabilités socio-environnementales actuelles et futures, qui nécessitent une réponse de la communauté internationale.

Ces travaux ont été portés à la connaissance du public à travers la diffusion d'une tribune simultanément publiée en trois langues dans *Le Monde*, *Reuters* et *El Pais*, d'interviews vidéo des personnalités présentes, ainsi que d'une publication de l'Iddri sous forme de *Policy Brief*.

Cette conférence a également été l'occasion de fêter les quinze ans de l'Iddri, en présence de nombreuses personnes clés de l'histoire de l'institut, dont Jean Jouzel, président, Frédéric Mion, directeur de Sciences Po, Claude Nahon, directrice du développement durable d'EDF et administratrice membre du collège des fondateurs, et Laurence Tubiana, co-fondatrice.



Erik Solheim, directeur exécutif du PNUE<sup>3</sup> et Michel Colombier, directeur scientifique de l'Iddri, lors de la Conférence « *Sustainable development: It's time!* »

## CHIFFRES CLÉS

- ◆ 60 intervenants de 25 nationalités
- ◆ 15 entretiens vidéo exclusifs
- ◆ 17 notes de cadrage pour les différentes sessions

## PUBLICATION FINALE

- ◆ Développement durable : quatre priorités pour l'après-2015. Demailly D., Spinazzé L. (2016). Iddri, *Policy Brief* n°04/16.

# Des propositions structurantes pour une stratégie énergie-climat de l'UE renforcée

La DG CLIMA a confié en 2015 à l'Iddri la coordination d'un consortium regroupant quatorze instituts de recherche, équipes-pays du *Deep Decarbonization Pathways Project* et modélisateurs globaux du GIEC, pour contribuer à l'élaboration de stratégies bas carbone à l'horizon 2050. Baptisé MILES (*Modelling and Informing Low Emission Strategies*), ce consortium a déjà produit plusieurs rapports clés.

Après un rapport remarqué sur les implications des INDC<sup>4</sup> paru en amont de la COP21, le consortium a approfondi ses travaux sur différentes zones géographiques, notamment l'Union européenne. L'analyse et les recommandations qui en découlent sont claires : l'Union européenne et ses États membres devraient revoir leur stratégie bas carbone en se concen-

trant sur la transformation des grands secteurs émetteurs, notamment celle des transports et de l'industrie, dans l'objectif d'une décarbonation profonde d'ici à 2050. Ces deux secteurs font désormais l'objet de projets spécifiques de l'Iddri.

Présenté à Bruxelles en novembre 2016 en présence d'Artur Runge Metzger, directeur à la DG CLIMA, Andreas Barkman, conseiller pour l'Agence européenne de l'environnement et Carl de Maré, vice-président d'Arcelor Mittal, ce rapport a bénéficié d'une large couverture médiatique : des médias généralistes (*20 Minutes*) aux spécialisés (*Energy Post*), et des médias anglo-saxons (*Bloomberg*, *The Washington Post*) à ceux d'une trentaine d'autres pays (Allemagne, Italie, Chine, Brésil, etc.).

## Consortium MILES : 14 équipes de recherche

### 9 équipes à l'échelle de leurs pays/régions respectifs :

- Energy Planning Program, Center for Energy and Environmental Economics, Graduate School of Engineering, Universidade Federal do Rio de Janeiro, (COPPE/UFRJ), Brésil
- Tsinghua University, Chine
- Renmin University and National Centre for Climate Change Strategy and International Cooperation, Chine
- Energy Research Institute of NRDC (ERI), Chine
- Pacific Northwest National Laboratory (PNNL), États-Unis
- The Energy and Resources Institute (TERI), Inde
- Indian Institute of Management Ahmedabad (IIMA), Inde
- National Institute for Environmental Studies (NIES), Japon
- Research Institute of Innovative Technology for the Earth (RITE), Japon

### 5 équipes travaillant à l'échelle globale :

- Potsdam-Institut für Klimafolgenforschung (PIK), Allemagne
- International Institute for Applied Systems Analysis (IIASA), Autriche
- Energy - Economy - Environment Modelling Laboratory (E3M Lab), Grèce
- Netherlands Environmental Assessment Agency (PBL), Pays-Bas
- The Euro-Mediterranean Center on Climate Change (CMCC), Italie

## PUBLICATIONS

- ◇ Union de l'énergie bas carbone : une évaluation des avancées de l'UE vers ses objectifs climatiques à l'horizon 2030 et 2050, Spencer, T., Pierfederici, R., Sartor, O., Berghmans, B. Iddri, *Study n°08/2016*.
- ◇ Au-delà des chiffres : identifier et valoriser le potentiel de transformation des INDC, Spencer, T., Pierfederici, R. Iddri – MILES, *Study n°05/2015*.

## TRIBUNE

- ◇ *Euractiv*, 8 octobre 2016, Le moment d'une politique climatique 2.0 de l'UE est-il venu ?, Ribera, T., Spencer, T.

# Renforcement de l'attention internationale sur les causes de l'érosion de la biodiversité

La Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) a publié ses premières évaluations en février 2016, lors de sa quatrième plénière tenue à Kuala Lumpur (Malaisie). L'IPBES est une opportunité historique pour synthétiser les connaissances sur les causes, provenant de l'action collective humaine, sous-jacentes à la perte de biodiversité. Mais pour contribuer davantage aux politiques de protection



de la biodiversité et des écosystèmes, l'IPBES devra renforcer le caractère interdisciplinaire de ses évaluations, et renforcer ainsi dans ses travaux les croisements et synergies entre sciences écologiques et sciences sociales.

L'Iddri a produit des travaux de recherche et des recommandations pour améliorer l'intégration des connaissances sur les causes sous-jacentes (dits « facteurs indirects ») de l'érosion de la biodiversité dans les prochains travaux de l'IPBES. L'institut les a portés en collaboration avec d'autres acteurs clés du secteur en France, en particulier la Fondation pour la recherche sur la biodiversité (FRB), à travers la co-organisation des

troisièmes rencontres GIEC-IPBES à Paris (octobre 2016) et des publications communes. À l'international, la co-organisation d'un atelier avec l'université de Cambridge (Royaume-Uni) en juin a permis de partager les analyses de l'Iddri avec un groupe de chercheurs en pointe sur l'IPBES, ainsi qu'avec des experts de la plateforme.

Sur le sujet des risques majeurs pour les pollinisateurs, enjeu tout à fait critique en matière de biodiversité et fortement présent dans l'opinion publique, l'Iddri a également publié plusieurs tribunes dans la presse nationale française et les médias en ligne.

Ces efforts ont débouché sur des résultats concrets. En février 2016, des recommandations de l'Iddri, qui soulignaient l'importance de se pencher sur les incohérences entre différentes politiques publiques sectorielles, ont été retenues par les autorités françaises et concluaient le résumé à destination des décideurs du rapport sur la pollinisation. Ensuite, lors de la réunion annuelle de mars 2017 à Bonn (Allemagne), l'Iddri a proposé plusieurs recommandations, dont l'ajout d'un chapitre exclusivement consacré aux « facteurs indirects » dans la future évaluation de l'IPBES sur l'utilisation durable des espèces sauvages. Portée par la délégation française, cette recommandation a été retenue lors des négociations de Bonn.

## PUBLICATIONS

- ◇ L'IPBES après Kuala Lumpur : la nécessaire évaluation des connaissances sur les causes sous-jacentes à l'érosion de la biodiversité. Rankovic, A., Aubert, P-M., Lapeyre, R., Laurans, Y., Treyer, S. Iddri, *Policy Brief* n°05/16.
- ◇ Les premières évaluations de l'IPBES sont-elles à la hauteur des attentes des chercheurs ? Silvain, J-F., Rankovic, A., (2016). FRB.

## TRIBUNE

- ◇ *Le Monde*, 26 décembre 2016, « GIEC de la biodiversité » : l'étude globale sur la pollinisation fera-t-elle mouche ?, Rankovic, A.



# Analyse des nouvelles modalités de financement des pays les moins avancés

Le Programme d'action d'Addis-Abeba, adopté en juillet 2015 lors de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, présente un cadre complet de financements visant à favoriser le développement durable et la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Dans la perspective de la conférence d'Antalya (Turquie) en mai 2016, à l'occasion de laquelle a été examiné à mi-parcours le Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés (PMA), le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et l'Agence française de développement (AFD) ont mandaté Tançrède Voituriez, directeur du programme Gouvernance de l'Iddri, pour co-rédiger leur rapport sur ce sujet.

Cette mission montre la reconnaissance acquise par l'Iddri sur les questions du financement du développe-

ment auprès d'institutions majeures, auxquelles il convient d'ajouter la Fondation Bill & Melinda Gates<sup>5</sup> pour son soutien continu depuis 2013. Substantiellement, cette contribution a permis de porter des messages clés dans le débat politique, notamment le fait que financements publics et privés peuvent jouer des rôles complémentaires. Cette complémentarité peut par exemple limiter les risques pays, démontrer la viabilité financière de projets pionniers, ou générer des avantages connexes, comme soutenir le secteur privé local, renforcer les dispositions de protection de l'environnement, ou développer des financements contra-cycliques que le réchauffement climatique pourrait rendre indispensables à l'avenir. Parmi les rôles des bailleurs publics, la prise en charge des coûts initiaux de certaines innovations financières et la promotion de l'échange d'informations et de connaissances des bonnes pratiques ont été mises en avant.

Au-delà de la conférence d'Antalya, ce rapport a été présenté dans différentes enceintes internationales, notamment lors d'un *side-event* du segment ministériel du HLPF<sup>6</sup> de juillet 2016.



## RAPPORT

◇ Financement des objectifs de développement durable (ODD) dans les pays les moins avancés (PMA) : diversification de la boîte à outils financière et gestion de la vulnérabilité, Hurley, G., Voituriez, T. (2016). AFD-PNUD.

5. À travers le projet *Transformative Investment for Sustainable Development*

6. High Level Political Forum (forum politique de haut niveau), plateforme de l'ONU pour suivre la mise en œuvre de l'Agenda 2030

# Des villes et acteurs du numérique à même d'expérimenter de nouvelles formes de service public

Pour dépasser les promesses et faire que le numérique soit mis au service du développement durable, l'Iddri a structuré un réseau français et international de recherche sur l'économie collaborative - les partenaires<sup>7</sup> du projet PICO<sup>8</sup> ont notamment organisé à Paris une conférence académique internationale regroupant plus de 150 chercheurs (janvier 2016) - et réuni les différentes parties prenantes autour de plusieurs projets thématiques : échange de biens, mobilité partagée et participation citoyenne.



Laurence Monnoyer-Smith, commissaire générale du Développement durable et Benoît Thieulin, membre du Conseil national du numérique, lors de la conférence organisée par l'Iddri le 23 juin 2016, à Sciences Po, Paris.

Ces travaux ont notamment mis en lumière un besoin de cadrage du dialogue entre collectivités et entreprises innovantes pour identifier des expérimentations permettant réellement de mettre le numérique au service de la durabilité, y compris en réinventant

les services publics. Ils ont également favorisé une meilleure compréhension des enjeux du numérique par les pouvoirs publics aux niveaux français et européen. Leurs conclusions ont notamment été reprises dans le rapport de Pascal Terrasse sur le développement de l'économie collaborative ainsi que dans le document d'analyse de la Commission européenne pour son Agenda européen pour l'économie collaborative, qui a depuis lancé une nouvelle étude sur l'impact environnemental de cette nouvelle économie.

Cet enrichissement du dialogue entre acteurs a été partagé avec le public lors d'une conférence organisée à l'occasion de la sortie des publications Iddri (juin). Chercheurs, entrepreneurs (ex : Renaud Attal, co-fondateur de Co-recyclage ; Alexandre Bol, co-fondateur de Koolicar), collectivités (ex : Yvan Martinod, chef de projet co-voiturage au Conseil général de l'Isère ; Jean-Louis Missika, adjoint à la Mairie de Paris en charge de l'Urbanisme) et pouvoirs publics nationaux (ex : Laurence Monnoyer-Smith, commissaire générale du Développement durable ; Benoît Thieulin, membre du Conseil national du numérique) ont pu y interagir. Cette diversité d'acteurs s'est également reflétée dans celle des médias ayant repris les propositions de l'Iddri, à destination tant des collectivités que des acteurs économiques.

## PUBLICATIONS

- ◇ *L'économie collaborative : réservoir d'innovations pour le développement durable*. Consortium PICO (2016). PICO, Rapport de synthèse.
- ◇ *Mobilité collaborative : des promesses aux enjeux pour les pouvoirs publics*. Brimont, L., Demailly, D., Saujot, M., Sartor, O. Iddri, *Policy Brief* n°03/16.
- ◇ *Crowdsourcing : un mode d'emploi pour les villes*. de Feraudy, T., Saujot, M. Iddri, *Policy Brief* n°09/16.

## TRIBUNE

- ◇ *Le Monde*, 23 juin 2016, Utiliser l'économie collaborative pour enrichir les services publics, Demailly, D., Saujot, M.

# L'Iddri fédère des *think tanks* européens pour les ODD

L'Iddri s'est saisi du caractère universel des ODD pour montrer que l'Union européenne et ses États membres ont un rôle clé à jouer dans leur mise en œuvre, tant pour faire avancer les politiques de développement durable, pour ouvrir la voie vers un projet européen renouvelé que pour donner l'exemple d'une Europe progressiste dans le monde. Les ODD concernent les problèmes les plus prégnants auxquels sont confrontés les citoyens européens : emploi, santé, éducation et inégalités notamment.



Neven Mimica, Commissaire européen pour la coopération internationale et le développement, lors de la conférence organisée par l'Iddri le 24 octobre 2016, à Sciences Po, Paris

Dans cette optique et afin de révéler les « champions » de la mise en œuvre des ODD, de stimuler les comparaisons et les bonnes pratiques entre États, société civile et entreprises, l'Iddri a monté une coalition de *think tanks* européens pionniers en la matière: l'Institute for Advanced Sustainability Studies (IASS), le German Development Institut (DIE), le Stockholm Environment Institute (SEI) et l'Institute for European Environmental Policy (IIEP). Ces acteurs se sont réunis deux fois à Paris en 2016 : dans le cadre de la conférence « *Sustainable development: it's time!* », elle-même

organisée quelques jours après une conférence de l'IASS sur la mise en œuvre des ODD en Allemagne ; puis à l'occasion de la présentation du rapport de l'Iddri sur la mise en œuvre des ODD en France (octobre 2016). L'Iddri a également présenté ses travaux à la société civile européenne, notamment en intervenant auprès du CESE européen.

Ce mode d'action est également celui que l'Iddri utilise sur les politiques de coopération et développement européennes, en tant que membre actif de la coalition de *think tanks* European Think Tanks Group. Plusieurs échanges ont notamment été organisés avec Neven Mimica, Commissaire européen pour la coopération internationale et le développement et Federica Mogherini, haut Représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, afin de défendre une plus grande imbrication entre politique intérieure et extérieure de l'Union européenne dans la gestion des crises globales.

L'Iddri a également co-organisé le lancement du *Global Sustainable Development Report*, publication des Nations unies visant notamment à nourrir les travaux du HLPF, au ministère des Affaires étrangères et du Développement international français avec l'*International Council for Science* (ICSU), l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et le Département des affaires économiques et sociales des Nations unies (UNDESA).

## PUBLICATIONS

- ◇ La France passera-t-elle le test des Objectifs du développement durable (ODD) ? Hege, E., Vaillé, J., Demailly, D., Brimont, L. (2016). Iddri, *Working Paper* n°10/16.
- ◇ Mise en œuvre des ODD : que font les pays ? Brimont, L., Demailly, D., Vaillé, J. Iddri, *Issue Brief* n°17/16.

## TRIBUNE

- ◇ *Euractiv*, 8 décembre 2016, Le paquet développement durable de la Commission : une première étape qui en appelle d'autres, Demailly, D.

# De nouvelles trajectoires agricoles de la Chine à l'Uruguay

Alors que le *Deep Decarbonization Pathways Project* continue à essaimer et à influencer sur les politiques énergétiques des seize pays concernés, l'Iddri a lancé, en association avec Rothamsted Research et le Sustainable Development Solutions Network (SDSN) une démarche similaire destinée à transformer les systèmes agricoles et alimentaires à travers *l'Agricultural Transformation Pathways Initiative* (ATPI).



Marie-Hélène Schwoob, chercheuse Politiques agricoles et alimentaires à l'Iddri, Sébastien Treyer, directeur des programmes de l'Iddri, et les équipes uruguayennes du projet ATPI.

La théorie du changement y est identique : appuyer le renforcement d'un débat public national en coordonnant les travaux d'équipes locales pour expliciter les termes de la transformation et en réunissant ces équipes au sein d'une plateforme d'apprentissage internationale.

Sept équipes-pays ont déjà rejoint le projet, développant de multiples solutions et outils pouvant contribuer à la transformation des systèmes : France, Royaume-Uni, Pays-Bas, Tunisie, Chine, Uruguay et Nouvelle-Zélande.

Par exemple, les travaux des équipes uruguayennes<sup>9</sup> illustrent bien cette théorie du changement : grâce à la définition d'objectifs ambitieux à long terme pour rendre l'élevage bovin extensif durable, ils ont permis de mettre en discussion de manière très concrète la faisabilité d'un scénario alternatif à l'intensification en cours dans les autres pays de la région. Ce scénario a conduit à la définition d'une feuille de route à 2030 validée par l'ensemble du secteur et de la filière. L'Uruguay a ensuite déployé cette approche participative à long terme pour améliorer la durabilité de la filière laitière et de celle du riz.

Les leçons tirées des exercices similaires faits dans les différents pays ont été portées sur la scène internationale, au sein de multiples enceintes telles que le HLPF (New York, juillet 2016), le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (Rome, octobre 2016), la Commission européenne (Bruxelles, mai 2016) et la COP22 (Marrakech, novembre 2016).

## PUBLICATIONS

◇ *Agricultural Transformation Pathways Initiative – 2016 Report.* Schwoob, M.-H. et al.

◇ *Translating the Sustainable Development Goals into action: A participatory backcasting approach for developing national agricultural transformation pathways.* Kanter, D. et al. (2016). *Global Food Security* 10, p. 71-79.

# Carte d'identité de l'Iddri

L'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri) est un institut de recherche indépendant sur les politiques. Fondé en 2001, son objectif est de favoriser la transition vers le développement durable et la prospérité pour tous.

Pour cela, l'Iddri identifie les conditions et propose des outils pour intégrer le développement durable aux politiques. Il intervient à différentes échelles, de la coopération internationale à l'action des pays, villes et entreprises, l'une informant l'autre et vice versa.

L'Iddri s'appuie sur deux compétences complémentaires : recherche interdisciplinaire et dialogue permanent avec les parties prenantes. Il constitue une plateforme qui les met en relation de manière transparente et collaborative.

Il met ensuite ses analyses et propositions à la disposition de tous, et les partage lors de conférences et séminaires.

Quatre enjeux sont au cœur de l'activité de l'institut : la gouvernance du développement durable, le climat, la biodiversité et les écosystèmes, et les océans.

*Ces programmes sont détaillés ci-après, suivis par une présentation de l'équipe de l'Iddri, de ses partenaires, et de son budget pour l'année 2016.*

# Programme Gouvernance du développement durable

Le développement durable est une promesse de réponse politique à un certain nombre d'enjeux. La gouvernance est la coordination de cette réponse, la manière par laquelle le développement durable se construit. Elle a pour objectif de susciter la transformation des sociétés et garantir le « bien-vivre », selon les engagements pris au Sommet de la Terre de Rio en 1992 et reformulés en 2015 à l'occasion de l'adoption de l'Agenda 2030 pour le développement durable et de ses 17 Objectifs de développement durable (ODD).

Les institutions de la gouvernance du développement durable ont relativement peu évolué depuis Rio et voient leur prestige écorné par les résultats mitigés observés depuis. Nous vivons en revanche à l'ère des initiatives décentralisées, des « alliances » et des « coalitions pour le changement » rassemblant de manière *ad hoc* acteurs publics et privés, du Nord et du Sud, pour des objectifs particuliers de durabilité. Le développement durable s'invente hors de ses institutions, au moins autant qu'à l'intérieur du cadre défini par celles-ci. Centrées sur la production de « solutions », ces initiatives sont de précieux concours aux objectifs globaux de durabilité. Elles ne suppriment pas pour autant la nécessité de construire au préalable une représentation collective des problèmes, qui entre dans le mandat des institutions.

*La gouvernance est la manière dont le développement durable se construit. Quelles sont ses innovations et leur contribution aux objectifs de l'Agenda 2030 ?*



L'objectif de l'Iddri est de décrire les transformations de la gouvernance du développement durable, dans ses composantes institutionnelles et non institutionnelles, et de mettre en débat ses accomplissements au regard des objectifs globaux de l'Agenda 2030. Pour cela, l'Iddri porte un regard critique sur la performance des principales institutions, dédiées ou non au développement durable ; analyse les alliances émergentes et leurs résultats, afin de comprendre et d'élargir l'espace des solutions et des compromis ; et veille à ce que ces transformations ne se fassent pas au détriment de certains acteurs, notamment les plus faibles ou les plus vulnérables.

L'Iddri investit ainsi plusieurs axes de travail :

- le suivi de la mise en place des nouvelles institutions de gouvernance internationale du développement durable, en particulier le Forum politique de haut niveau (HLPF) ;
- les alliances et instruments du financement du développement durable, qu'il soit public ou privé ;
- l'analyse des implications des accords de développement durable pour en déduire les besoins de coopération en matière commerciale.

---

DIRECTEUR : TANCRÈDE VOITURIEZ  
tancrede.voituriez@iddri.org

---

# Programme Climat

La compréhension des enjeux du changement climatique et de la nature des réponses qu'ils réclament a considérablement évolué ces dernières années, en particulier sous l'impulsion des avancées scientifiques. Il est désormais clair que des changements massifs doivent être opérés en trois à quatre décennies afin d'évoluer vers une économie décarbonée et de nous préparer à affronter un environnement plus difficile.

Cependant, le fossé est encore grand entre le rythme réel de changement et l'ambition nécessaire. La mise en œuvre domestique peut échouer sur la crainte de ne pouvoir concilier politiques climatiques et priorités économiques et sociales. De plus, chacun doit être convaincu de faire partie d'un mouvement global et inéluctable.

L'Iddri cherche à créer les conditions d'une réponse ambitieuse et juste aux enjeux du changement climatique. Il intervient à quatre niveaux :

- les évolutions de la science et le cadrage de l'agenda politique. Alors que l'Accord de Paris invite à « poursuivre les efforts » pour limiter la hausse de température à 1,5°C, il faut veiller à ce que cette ambition renforcée conduise avant tout à opérer les bons choix à court terme plutôt qu'à compter sur des solutions de type géo-ingénierie ;

*Le fossé est grand  
entre rythme réel  
de changement et  
ambition nécessaire.  
L'Iddri cherche à créer  
les conditions d'une  
réponse ambitieuse  
et juste.*



- la gouvernance internationale et la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Prouver l'efficacité de l'Accord de Paris nécessite la recherche d'une plus grande ambition par les acteurs ; l'élaboration d'une boîte à outils pour la mise en œuvre de l'Accord ; des réponses aux attentes de nombreux pays en matière de solidarité internationale ; et le renforcement de la capacité d'entraînement de l'Accord vis-à-vis des alliances multi-acteurs et autres forums de coopération ;
- la gouvernance de la transition dans l'Union européenne. L'Union européenne est l'un des leaders en matière d'action climatique, tant sur le plan intérieur que diplomatique. Son cadre de gouvernance doit être mis en cohérence avec les prérequis nécessaires pour mettre en œuvre l'Accord de Paris, tant dans cet objectif que pour créer des espaces de discussions et une coopération renforcée entre États membres ;
- la mise en œuvre des transitions. L'action doit se construire sur une meilleure compréhension des transitions nécessaires et des moyens d'y parvenir. L'identification des possibles a progressé en matière d'atténuation. Un travail comparable doit être fait pour l'adaptation. Dans ces deux objectifs, il faut gagner en compétence sur l'économie politique des secteurs et territoires les plus concernés et sur les politiques d'accompagnement.

---

DIRECTEUR : DAVID LEVAÏ  
david.levai@iddri.org

---

# Programme Biodiversité et écosystèmes

La dégradation de la biodiversité et des écosystèmes est concrète et visible, et l'opinion y est sensibilisée depuis des décennies. Des politiques de protection de la nature ont été mises en place avec des instruments désormais éprouvés, comme les dispositifs de protection des espèces menacées. La communauté internationale a adopté des objectifs communs en 2010 dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique (CDB). Cependant, la biodiversité et les écosystèmes continuent à se dégrader avec rapidité. Certains experts parlent d'une sixième extinction massive des espèces naturelles. La pression se renforce chaque jour, sous le coup des évolutions rapides de nos sociétés et du climat.

Préserver le patrimoine naturel nécessite des changements d'approche et la mise en œuvre effective d'engagements annoncés depuis longtemps. Le projet de l'Iddri est de relier l'érosion de la biodiversité à ses causes, et de faire en sorte que soient débattues les transformations requises pour agir sur ces causes. Les choix opérés en termes de modèle de développement socio-économique (ex : modèle agricole, politique d'aménagement urbain et commercial), ainsi qu'en termes de technologies et de pratiques privilégiées, conditionnent le niveau d'impact. À ces choix à l'échelle nationale s'ajoutent des phénomènes transnationaux, explicites tels que les régulations commerciales, ou moins explicites tels que les effets des chaînes de valeur mondialisées.

*La biodiversité se dégrade malgré les politiques mises en place. L'Iddri cherche à mieux identifier les causes et à mettre en débat les transformations requises.*



L'Iddri étudie ces déterminants, dans le double objectif de faire évoluer les lignes d'arbitrage dans des secteurs et politiques critiques à l'échelle nationale ou locale, ainsi que de trouver de nouvelles formes de coopération internationale. Pour cela, il intervient sur quatre champs principaux :

- le rôle stratégique de la science et de l'expertise dans la mise en place de politiques de biodiversité, au-delà du rôle, nécessaire mais trop limité, de « porter à connaissance des données » ;
- la recherche de politiques efficaces et socialement acceptées, à travers notamment la meilleure compréhension des déterminants des processus d'érosion de la biodiversité dans les chaînes de valeur mondialisées ;
- l'analyse des liens entre développement socio-économique et changement d'occupation des sols - premier déterminant de l'érosion de la biodiversité - notamment des facteurs sociaux et économiques qui sont à l'œuvre ;
- la transformation et la diversification des modèles agricoles et alimentaires, défi majeur car il doit répondre simultanément à de nombreux objectifs, pour les agriculteurs, les territoires, la santé, le climat, et la protection de la biodiversité.

---

DIRECTEUR : YANN LAURANS  
yann.laurans@iddri.org

---



# Programme Océans

L'accès aux ressources marines est au cœur d'une compétition de plus en plus intense. Certaines de ces ressources, comme les stocks de pêche, sont menacées par une grave surexploitation alors qu'une grande partie de la population en dépend pour son alimentation. D'autres, comme le pétrole et le gaz, sont potentiellement source de conflits entre les États qui ambitionnent de les accaparer. D'autres, enfin, ont été plus récemment découvertes et suscitent un intérêt grandissant : c'est le cas par exemple des ressources génétiques et de certains minerais.

D'un point de vue scientifique, il n'existe qu'un seul océan. Les intérêts nationaux ne peuvent donc être considérés isolément. C'est dans cette logique que le droit de la mer s'est progressivement construit, de la théorisation du principe de liberté des mers au XVIII<sup>e</sup> siècle à l'adoption en 2015 d'un Objectif de développement durable Océan (ODD 14). Ces développements ont conduit à la création de diverses institutions qui servent aujourd'hui de cadre à la coopération internationale.

La coordination internationale dans ces différentes enceintes est encore émergente ou doit être renforcée dans chacune d'entre elles, avec deux objectifs essentiels : préserver le milieu marin pour ne pas compromettre ses fonctions essentielles et tendre vers une gestion durable des ressources, et corriger les inégalités nées de la compétition dans l'accès aux ressources pour en assurer une gestion plus équitable.

*Comment renforcer la coordination internationale pour préserver le milieu marin tout en en assurant une gestion plus équitable ?*



L'Iddri répond à ce double objectif en intervenant à trois niveaux :

- celui de la coopération internationale, tant au sein de chaque forum que pour mieux articuler leurs interventions, pour assurer une gouvernance en bien commun de la biodiversité marine au-delà des juridictions nationales (« haute mer »), et mettre en œuvre l'ODD Océan ;
- celui de la transformation des filières économiques exploitant les ressources marines (pêche du thon, pétrole offshore, etc.), en pensant conjointement les impacts en matière d'environnement, d'équité et de conflits d'appropriation des ressources ;
- celui de la mise en politique des nouvelles frontières de la science, qui progresse constamment face à de nouveaux objets et enjeux et qui a une influence majeure en amont et en aval des deux niveaux précédents.

---

DIRECTEUR : JULIEN ROCHETTE  
julien.rochette@iddri.org

---

# Gouvernance de l'Iddri

Les programmes de l'Iddri sont arrêtés par des processus de décisions faisant l'objet de délibérations collectives par les organes de gouvernance de l'Iddri. Le Conseil d'administration, organe de décision, est appuyé par un Conseil scientifique pluridisciplinaire, qui assure une veille des questions scientifiques émergentes et aide à identifier les nouveaux axes de recherche, et par un Conseil d'orientation qui réunit des représentants des différentes parties prenantes de la société civile pour veiller à la pertinence de la programmation et des modalités d'intervention de l'institut.

L'Iddri est une fondation reconnue d'utilité publique. Son Conseil d'administration délibère sous la surveillance d'un Commissaire du gouvernement désigné par le ministère de l'Intérieur qui veille au respect de ce statut.

Le Conseil d'administration et le Conseil d'orientation ont été renouvelés en 2016.

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président : **Jean Jouzel**

Vice-Présidente : **Claude Nahon**

Trésorière : **Anne Chassagnette**

Secrétaire : **Michel Eddi**

### *Collège des fondateurs*

- ◇ BNP Paribas, représenté par **Laurence Pessez**
- ◇ EDF, représenté par **Claude Nahon**
- ◇ Engie, représenté par **Anne Chassagnette**
- ◇ EpE, représenté par **Claire Tutenuit**
- ◇ Veolia, représenté par **Pierre Victoria**

### *Collège des membres de droit*

- ◇ Ademe, représenté par **François Moisan**
- ◇ AFD, représenté par **Mihoub Mezouaghi**
- ◇ Cirad, représenté par **Michel Eddi**
- ◇ CNRS, représenté par **Stéphanie Thiebault**
- ◇ INRA, représenté par **Jean-François Soussana**

### *Collège des personnalités qualifiées*

- ◇ **Jean Jouzel**, directeur de recherche émérite au CEA
- ◇ **Julia Marton-Lefèvre**, experte indépendante
- ◇ **Christine Musselin**, Sciences Po
- ◇ **Laurence Tubiana**, European Climate Foundation

## CONSEIL SCIENTIFIQUE DE L'IDDRI

Président : **Claude Henry**

- ◇ **Scott Barrett**, université Columbia, États-Unis
- ◇ **Sandra Bessudo**, Fondation Malpelo, Colombie
- ◇ **Ian Goldin**, université d'Oxford, Royaume-Uni
- ◇ **Claude Henry**, Sciences Po, France / université de Columbia, États-Unis
- ◇ **Paul Leadley**, université Paris-Sud, France
- ◇ **Mariana Mazzucato**, université du Sussex, Royaume-Uni
- ◇ **Laurent Mermet**, AgroParisTech, France
- ◇ **Mireille Razafindrakoto**, IRD, France
- ◇ **Johan Rockström**, Stockholm Resilience Center, Suède
- ◇ **Heike Schröder**, université de East Anglia, Royaume-Uni
- ◇ **Lord Nicholas Stern**, Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment, I.G Patel Professor of economics & government, LSE, Royaume-Uni
- ◇ **Sybille Van Den Hove**, université autonome de Barcelone, Espagne
- ◇ **Elke Weber**, université Columbia, États-Unis
- ◇ **Zhongxiang Zhang**, université Fudan, Chine

## CONSEIL D'ORIENTATION

Président : **Daniel Lebègue**

### *Administration*

- ◇ **Martin Bortzmeyer**, ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer
- ◇ **Audrey Coreau**, Agence française de la Biodiversité
- ◇ **Philippe Orliange**, AFD

### *Instituts de recherche et universités*

- ◇ **Céline Charveriat**, Institute for European Environmental Policies
- ◇ **Pierre Ducret**, I4CE
- ◇ **Franck Lecocq**, Cired
- ◇ **Adolf Kloke Lesch**, German Development Institute
- ◇ **Hervé Le Treut**, IPSL
- ◇ **Maria José Sanz**, Basque Center for Climate Change
- ◇ **Simon Maxwell**, European Think Tanks Group
- ◇ **Patrick Plane**, Cerdi

### *Entreprises*

- ◇ **Bertrand Badré**, Blue Orange Capital
- ◇ **Carmen Becerril**, Bloomberg New Energy Finance
- ◇ **Thomas Becker**, Photocat
- ◇ **Nicolas Blanc**, Groupe Caisse des Dépôts
- ◇ **Bernard Carayon**, Amundi
- ◇ **Jean-Christophe Laugée**, Danone
- ◇ **Luis Neves**, Deutsche Telekom Group
- ◇ **Emmanuel Normant**, Saint Gobain
- ◇ **Alice Steenland**, Axa

### *Organisations non gouvernementales et syndicales*

- ◇ **Marie-Claire Gailletaud**, CGT
- ◇ **Pascal Canfin**, WWF France
- ◇ **Daniel Lebègue**, Transparency France
- ◇ **Denez L'Hostis**, France Nature Environnement
- ◇ **Béatrice Néré**, Bill & Melinda Gates Foundation
- ◇ **Pierre Perbos**, Réseau Action Climat
- ◇ **Alison Tate**, International Trade Union Confederation

### *Collectivités territoriales*

- ◇ **Jérôme Bignon**, sénateur de la Somme
- ◇ **Célia Blauel**, Mairie de Paris
- ◇ **Sabine Buis**, conseillère départementale de l'Ardèche
- ◇ **Chantal Jouanno**, sénatrice de Paris, vice-présidente de la Région Île-de-France

# Équipe de l'Iddri



**Frédéric Amiel**  
Chercheur Biodiversité



**Carine Antunes**  
Assistante événements et communication



**Pierre-Marie Aubert**  
Coordinateur de l'initiative Transition des systèmes agricoles européens



**Pierre Barthélemy**  
Éditeur



**Nicolas Berghmans**  
Chercheur Climat et énergie



**Aurore Bertinetti**  
Assistante de gestion



**Yann Briand**  
Chercheur Climat et énergie



**Laura Brimont**  
Chercheuse Nouvelle Prospérité



**Lucien Chabason**  
Conseiller auprès de la direction



**Lucas Chancel**  
Chercheur senior Inégalités et développement durable



**Michel Colombier**  
Directeur scientifique



**Alice Colsaet**  
Doctorante Artificialisation des sols et biodiversité



**Elise Coudane**  
Chargée de communication et événements



**Laure Criqui**  
Chercheuse senior Développement urbain international



**Lisa Dacosta**  
Secrétaire générale



**Tatiana de Feraudy**  
Chercheuse Villes durables et participation citoyenne



**Damien Demailly**  
Coordinateur des initiatives



**Delphine Donger**  
Chargée de communication et relations presse



**Laetitia Dupraz**  
Assistante de direction



**Marion Gourdin**  
Chef de projet web



**Elisabeth Hege**  
Chercheuse Objectifs de développement durable



**Caroline Hoogendoorn**  
Chargée de projets européens et internationaux



**Jean Jouzel**  
Président du conseil d'administration



**Yann Laurans**  
Directeur du programme Biodiversité et écosystèmes



**Marie Lecomte**  
Chercheuse Gestion durable des pêches



**David Levai**  
Directeur du programme Climat



**Alexandre Magnan**  
Chercheur senior Adaptation et océan



**Félicien Pagnon**  
Chercheur Gouvernance



**Roberta Pierfederici**  
Chercheuse senior Climat et énergie



**Aleksandar Rankovic**  
Chercheur Biodiversité et interactions science-société



**Teresa Ribera**  
Directrice



**Julien Rochette**  
Directeur du programme  
Océans



**Oliver Sartor**  
Chercheur senior Climat et  
énergie



**Mathieu Saujot**  
Coordinateur de l'initiative  
Transition numérique et  
écologique



**Romain Schumm**  
Chercheur Activités  
pétrolières et gazières



**Marie-Hélène  
Schwoob**  
Chercheure Agriculture  
durable



**Léna Spinazzé**  
Directrice du programme  
développement et de la  
communication



**Lucilia Tanchereau**  
Responsable administrative



**Olia Tayeb Cherif**  
Chercheure Politiques  
agricoles et alimentaires



**Sébastien Treyer**  
Directeur des programmes



**Julie Vaillé**  
Chercheure senior  
Financement du  
développement



**Tancrede Voituriez**  
Directeur du programme  
Gouvernance



**Henri Waisman**  
Économiste senior,  
Trajectoires de  
développement et durabilité



**Xin Wang**  
Chercheur  
Politiques chinoises



**Glen Wright**  
Chercheur Gouvernance  
internationale des océans



**Chris Bataille**  
Chercheur associé



**Raphaël Billé**  
Chercheur associé



**Patrick Criqui**  
Chercheur associé



**Jean-Pierre Gattuso**  
Chercheur associé



**Xavier Poux**  
Chercheur associé



**Andreas Rüdinger**  
Chercheur associé



**Thomas Spencer**  
Chercheur associé

Les chercheurs de l'Iddri enseignent dans de nombreux Masters, notamment à l'École des affaires publiques et à l'École des affaires internationales de Sciences Po.

#### L'Iddri a accueilli dix stagiaires en 2016 :

Stéphanie Chan - Sciences Po  
Alice Colsaet - AgroParisTech  
Oliver Fryatt - Sciences Po  
Clémence Guetté - AgroParisTech  
Elisabeth Hege - Sciences Po  
Alex Hough - Sciences Po

Bénédicte Niel - Sciences Po  
Rémy Ruat - Sciences Po  
Olia Tayeb Cherif - ENSAIA,  
Université de Lorraine  
Romain Vignes - AgroParisTech

# Budget de l'Iddri

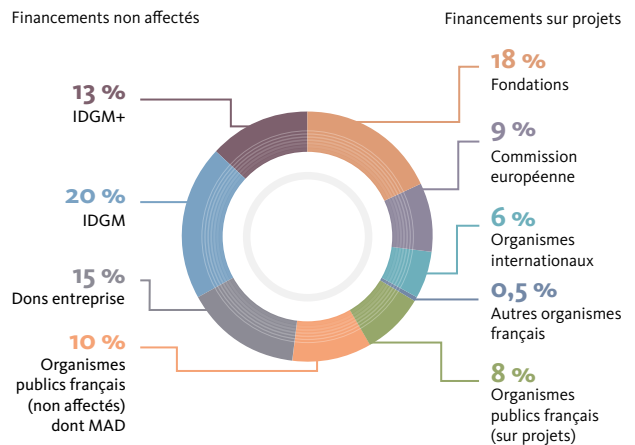
Le budget de la Fondation s'est établi à 4,5 millions d'euros en 2016, en intégrant les coûts des personnels mis à disposition (MAD). Après deux années de contribution exceptionnelle à la préparation de la COP21, l'Iddri est revenu à un niveau d'activité plus ordinaire tout en s'inscrivant dans une dynamique renouvelée pour relever les nouveaux défis liés à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et de l'Accord de Paris, signe de la capacité d'anticipation et d'adaptation de l'institut et de sa stratégie de ciblage sur des activités à forte valeur ajoutée.

## RÉPARTITION DES FINANCEMENTS

Les ressources sont diversifiées, et proviennent de programmes de long terme (Initiative pour le développement et la gouvernance mondiale - IDGM et IDGM+) ; d'entreprises, notamment des membres fondateurs ; d'organismes publics français et autres organismes français, européens et internationaux (voir liste des financeurs par catégorie).

L'année 2016 a été marquée par :

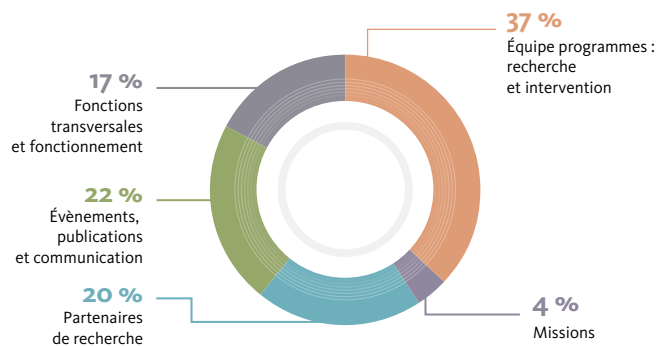
- la nomination de BNP Paribas au Conseil d'administration de l'Iddri en tant que représentant des Membres fondateurs et son soutien financier à l'Iddri ;
- le financement de deux nouveaux projets internationaux, de la part de la Commission européenne (DG Recherche) sur la mise en œuvre de l'Accord de Paris, et de la part de la Fondation danoise KR sur les transformations sociales liées à la sortie progressive du charbon. L'Iddri est coordinateur de ces deux projets réunissant respectivement dix-sept et sept partenaires scientifiques à travers le monde ;
- le soutien de deux nouveaux partenaires publics, la Mairie de Paris et le Plan d'urbanisme Construction Architecture, aux activités de l'Iddri liées au numérique.



## RÉPARTITION DES DÉPENSES\*

Les dépenses sont réparties entre :

- les programmes de recherche réalisés par l'Iddri et ses partenaires scientifiques à travers le monde ;
- la communication et l'appui à la mise en œuvre des stratégies d'intervention (valorisation des publications, événements, relations media, web, réseaux sociaux, etc.) ;
- les fonctions transversales, les charges de structures et de fonctionnement.



\* y compris l'ensemble des fonds complémentaires reversés aux partenaires, soit un budget total de 6,3 millions d'euros

# Partenaires financiers de l'Iddri

## IDGM : produits financiers issus d'un prêt de l'AFD

## Dons entreprises

- › BNP Paribas
- › EDF
- › Engie
- › GRDF
- › MAIF
- › Renault
- › Veolia
- › Vinci

## IDGM+ / Labex / Investissements d'avenir

## Commission européenne (DG CLIMA - DG Recherche)

## Organismes publics français SUR PROJET

- › Agence des aires marines protégées
- › Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe)
- › Agence nationale de la recherche (ANR)
- › Caisse des dépôts et consignations
- › Institut national de recherche agronomique (INRA) de Toulouse
- › UMR Littoral Environnement et Sociétés (LIENSs)
- › Mairie de Paris
- › Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA)
- › Ministère des affaires étrangères et du développement international (MAEDI)
- › Programme MOVIDA du Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer (MEEM)

### NON AFFECTÉ

- › Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement\* (Cirad)
- › Institut national de recherche agronomique (INRA)
- › Ministère des Affaires étrangères et du Développement international (MAEDI)
- › Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MESR)

*\* personnel mis à disposition*

## Organismes internationaux

- › Ministère de l'Économie allemand (BAFA)
- › Banque Mondiale
- › Chinese Academy for Environmental Planning (CAEP)
- › Climate Development Knowledge Fund (CDKN)
- › Agence de coopération allemande (GIZ) via l'Institute for Advanced Sustainability Studies (IASS)
- › Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD)
- › Ministère de l'Environnement norvégien
- › Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)
- › The Forest Trust
- › Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)
- › WWF

## Autres

- › Alliance française pour l'huile de palme durable
- › GRET - Professionnels du développement solidaire

## Fondations

- › Children Investment Fund Foundation (CIFF) via le Mitigation Action Plans & Scenarios (MAPS)
- › Climate Works Foundation
- › European Climate Foundation
- › Fondation BNP Paribas
- › Fondation Bill et Melinda Gates
- › Fondation d'entreprise Hermès
- › Fondation MAVA
- › Fondation Prince Albert II de Monaco
- › Fondation de France
- › KR Foundation
- › United Nations Foundation

# Partenaires scientifiques et réseaux d'expertise de l'Iddri

Les capacités de recherche, d'action et d'impact de l'Iddri reposent sur une équipe pluridisciplinaire et sur un large réseau de partenaires scientifiques, d'expertise et d'influence en France, en Europe et à l'international.

## Initiative pour le développement et la gouvernance mondiale



Associé depuis 2008 avec la Ferdi (Fondation pour les études et recherches sur le développement international) dans l'IDGM (Initiative pour le développement et la gouvernance mondiale), l'Iddri

opère à la croisée des meilleurs réseaux et expertises en matière d'économie du développement et de développement durable.

Cette initiative, associant également le Cerdi (Centre d'études et recherches sur le développement international) depuis 2011, a reçu le label de « Laboratoire d'excellence », confirmé en 2015 par une évaluation internationale ayant souligné que les trois institutions constituent un exemple de référence en France pour la capacité à s'appuyer sur une recherche scientifique d'excellence dans le but d'intervenir dans les débats politiques internationaux.

## Partenariat stratégique avec Sciences Po

### SciencesPo

L'une des spécificités majeures de l'Iddri provient de son ancrage avec Sciences Po dans le cadre d'un partenariat stratégique noué depuis 2007. L'Iddri et Sciences Po partagent la même vision du lien entre sciences et politiques comme un véritable enjeu d'analyse et d'actions concrètes. Les deux institutions s'attachent à faire contribuer toute la diversité des approches en sciences sociales - sociologie, action publique, relations internationales, économie, droit - dans leurs travaux de recherche et activités. Outre son implication dans les cours sur les enjeux internationaux d'environnement, l'Iddri développe des collaborations de recherche avec les différents laboratoires de Sciences Po.

## Réseaux de *think tanks* et de parties prenantes

L'Iddri développe des relations de proximité avec de nombreux *think tanks*, réseaux de *think tanks* et réseaux d'acteurs, dont ci-dessous une sélection par thème de travail.

### Biodiversité



### Océan



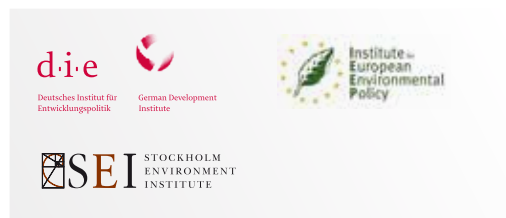
### Développement



### Numérique



### ODD





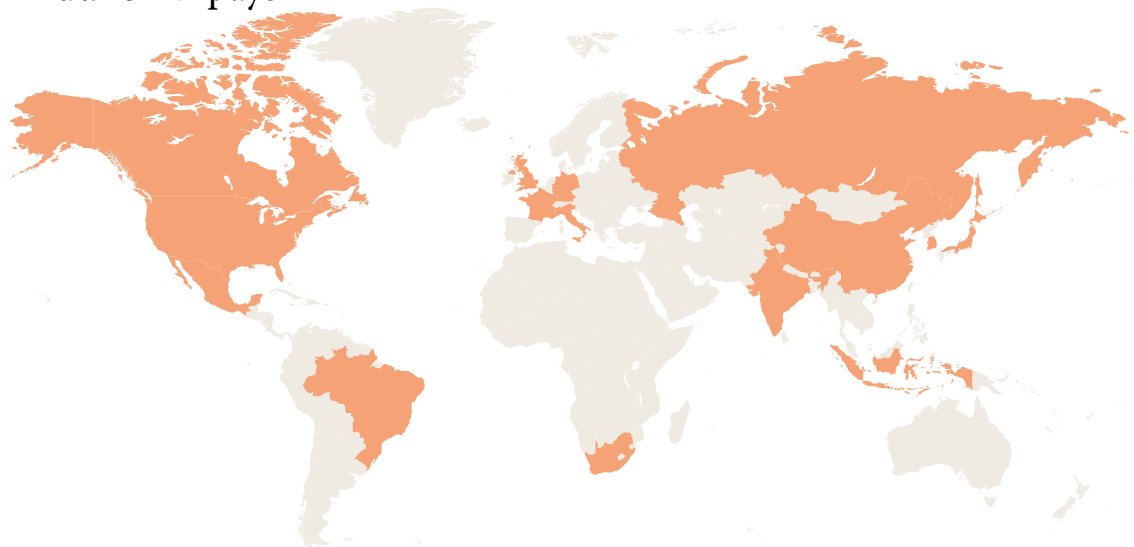
## Partenaires scientifiques

Soutenu par de grands instituts de recherche français depuis sa fondation (CNRS, INRA, Cirad), l'Iddri appartient aussi à des réseaux internationaux de premier plan, comme le Earth System Governance Network.

L'Iddri construit également de manière volontariste des réseaux multi-pays, tant pour observer et analyser les transformations des sociétés dans la diversité des contextes nationaux que pour permettre l'émergence et la consolidation de capacités d'intervention dans les débats politiques dans ces différents pays. L'Iddri possède notamment de solides réseaux multi-pays sur l'énergie (à travers les projets DDPP<sup>10</sup>, Transitions Charbon<sup>11</sup>, et Union de l'Énergie avec Agora Energiewende) et sur l'agriculture (à travers les projets TSARA<sup>12</sup>, SUFISA<sup>13</sup> et ATP<sup>14</sup>).

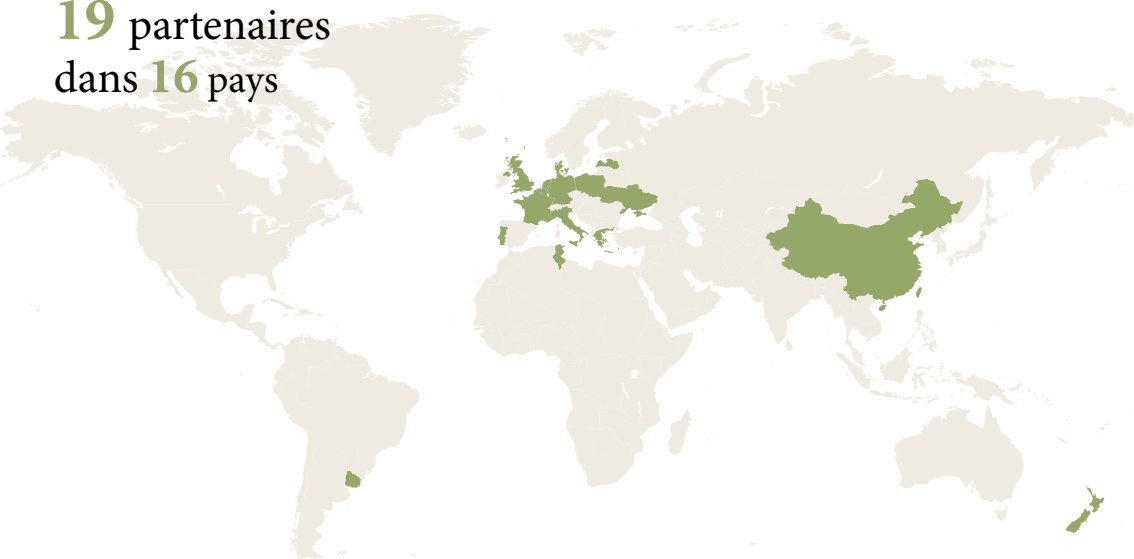
## Énergie

**33** partenaires  
dans **17** pays



## Agriculture

**19** partenaires  
dans **16** pays



10. Deep Decarbonization Pathways Project ([www.deepdecarbonization.org](http://www.deepdecarbonization.org))

11. [www.coaltransitions.org](http://www.coaltransitions.org)

12. Towards Sustainable and Resilient Agriculture, projet de FACCE SURPLUS, collaboration entre la Commission européenne et quinze pays

13. Sustainable Finance for Sustainable Agriculture, projet Horizon 2020 de la Commission européenne

14. Agricultural Transformation Pathways Initiative (voir page 12)

# Initiatives de l'Iddri

Après les accords internationaux de 2015, la priorité est à leur mise en œuvre et à leur transcription en politiques domestiques et plans d'investissements. Dans ce contexte, le projet stratégique de l'Iddri pour la période 2016-2020, adopté par son Conseil d'administration en avril 2016, porte deux ambitions.

La première est de renouveler la capacité d'anticipation et d'influence de l'Iddri sur les enjeux environnementaux majeurs, cœurs d'activité de l'institut depuis sa création. Cet objectif se traduit par la concentration des capacités de veille, d'intelligence et de prospective de l'institut autour des quatre programmes permanents présentés dans la section précédente.

La seconde est de renforcer la capacité de l'Iddri à répondre à ces enjeux et à soutenir leur mise en œuvre en intervenant de manière focalisée sur un nombre limité de leviers que l'institut estime être pertinents sur une période donnée. Cette volonté se concrétise par le choix d'initiatives, d'une durée moyenne de trois ans chacune. Les six initiatives actuellement portées par l'institut sont présentées ci-après.



## Faire de l'Union européenne la championne des ODD

L'objectif de cette initiative est de renforcer la mise en œuvre des ODD par l'Union européenne et ses États membres, tant dans une logique domestique que d'exemplarité et de coopération internationale. Tous les acteurs – gouvernements, entreprises, société civile, collectivités locales, bailleurs – sont concernés.

En coopération avec un ensemble d'acteurs européens, étatiques ou non étatiques, l'Iddri analyse les opportunités offertes par les ODD et la manière dont les pionniers s'en saisissent, pour renforcer ou renouveler leurs pratiques : évaluation des politiques et redevabilité face aux engagements pris, alliances stratégiques, efforts de coordination, etc. Par des échanges d'expériences, l'Iddri facilite ainsi la mise en lumière de « bonnes pratiques » et des difficultés rencontrées, et élabore sur cette base empirique des recommandations pour que la diversité des acteurs concernés s'approprie les ODD.

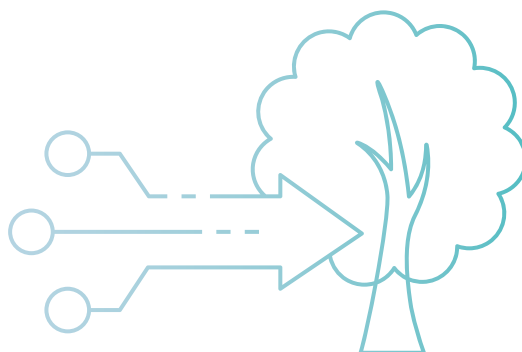
L'initiative vise ainsi à favoriser la mise en œuvre des ODD par :

- les gouvernements,
- les politiques européennes,
- les entreprises,
- les ONG.

---

COORDINATEUR : DAMIEN DEMAILLY  
damien.demailly@iddri.org

---



## Lier transition écologique et numérique

Cette initiative vise à aider les pouvoirs publics, en particulier les villes, à développer des politiques pour mettre le numérique au service de leurs stratégies de développement durable.

Dans un contexte de questionnement de l'empreinte écologique et des multiples effets rebonds associés aux initiatives numériques, l'Iddri analyse leurs risques et opportunités, en évalue le potentiel de durabilité, et propose des recommandations en termes de mise en politique. Pour cela, l'Iddri s'appuie sur un important réseau multi-acteurs (collectivités locales, entreprises, *think tanks*, etc.), organise des ateliers de travail et mène des recherches et études de cas en France.

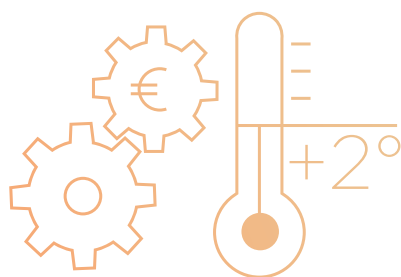
L'initiative cherche ainsi à favoriser la convergence entre numérique et durabilité en matière de :

- financement participatif (ou *crowdfunding*),
- participation des citoyens à la collecte de données (ou *crowdsourcing* urbain),
- nouveaux services de mobilité (mobilité partagée, potentialités liées aux véhicules électriques et aux véhicules autonomes),
- gouvernance de la ville numérique « réelle » (par différence avec la vision normative de la *smart city*), au croisement d'innovations d'acteurs privés et d'initiatives citoyennes.

---

COORDINATEUR : MATHIEU SAUJOT  
mathieu.saujot@iddri.org

---



## Transformer les structures économiques vers 2°C

L'objectif de cette initiative est d'analyser les transformations sociales, techniques et économiques nécessaires pour atteindre l'objectif fixé par l'Accord de Paris sur le climat : limiter le réchauffement à 2°C, voire 1,5°C. À quelles conditions ces transformations sont-elles faisables, et pour quel potentiel de succès, aux niveaux national, européen et international ?

Par l'organisation d'ateliers de travail, en collaboration avec de nombreux partenaires européens et internationaux (*think tanks*, instituts de recherche), et la réalisation d'études de cas sectorielles, l'Iddri décrypte les processus de transformation, en évalue la faisabilité et propose des recommandations de politiques à mettre en œuvre. Si la transition écologique, notamment énergétique, est ici principalement considérée du point de vue des pays et acteurs qui la mettent en œuvre, les résultats d'analyse sont portés à l'échelle globale dans l'objectif d'une action multilatérale et collective plus efficace et juste.

Sur les deux premiers secteurs dont l'Iddri cherche ainsi à favoriser la transition, son intervention s'adapte à leurs enjeux spécifiques :

- Sur l'électricité, dont les termes du débat sont relativement connus et dont la transition est déjà à l'œuvre, l'Iddri se concentre sur les enjeux de reconversion liée à la sortie progressive du charbon, ainsi que sur la recherche de convergence des stratégies dans le cadre du marché électrique européen.
- Sur les transports, dont la décarbonation constitue encore un défi et qui est l'objet de mutations technologiques et d'usage importantes, l'Iddri favorise la définition de stratégies nationales de décarbonation à long terme, pour que les potentiels de transformation du secteur soient mieux appréhendés par les gouvernements et partagés par les acteurs du secteur.

---

COORDINATEUR : DAVID LEVAÏ  
david.levai@iddri.org

---



## Renouveler les politiques agricoles, alimentaires et rurales de l'UE

Cette initiative a pour ambition de montrer, en amont de la réforme de la Politique agricole commune (PAC) post-2020, que d'autres stratégies agricoles et alimentaires sont possibles, et de mettre en débat ces stratégies et les politiques pour les mettre en œuvre.

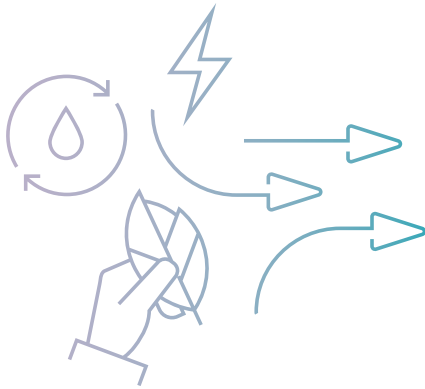
L'agriculture européenne est sous la pression d'une concurrence internationale toujours plus forte, et doit répondre à de nombreux impératifs (environnementaux, sociaux, etc.). Dans un contexte où la trajectoire tendancielle ne conduira pas à une agriculture durable, et où, parallèlement, la transformation profonde qui serait nécessaire est perçue comme ayant un coût social et économique trop important, l'Iddri articule ses travaux autour de trois activités principales :

- l'identification des stratégies des producteurs primaires européens dans leur diversité (dans 22 régions), en particulier concernant les modalités de leur insertion dans les filières agro-alimentaires ;
- la réalisation de scénarios de transformation à long terme du secteur agricole et alimentaire (dans 12 États membres : Allemagne, Belgique, Danemark, France, Grèce, Italie, Lettonie, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, Serbie) ;
- la mise en débat de ces scénarios dans des plateformes nationales et européennes (regroupant acteurs du secteur agricole et alimentaire ; ONGs environnementales ; secteur de la santé et de la nutrition ; assurances, investisseurs, banques, agences de notation ; collectivités locales).

---

COORDINATEUR : PIERRE-MARIE AUBERT  
pierremarie.aubert@iddri.org

---



## Préserver l'environnement local dépendant des échanges mondiaux

L'objectif de cette initiative est de favoriser le dialogue entre pays producteurs de commodités (pour l'essentiel exportées) et bailleurs nationaux et internationaux de façon à concilier stratégies de développement socio-économique et protection de la biodiversité. Il s'agit également d'aider les plateformes ONG-entreprises à identifier de nouveaux leviers d'action et de nouvelles modalités de régulation (démarches volontaires, labels, etc.).

En partenariat avec des bailleurs, des instituts de recherche, des entreprises et associations d'entreprises, l'Iddri analyse des chaînes de valeurs mondiales de commodités agroalimentaires et des filières locales de production. Les options de régulation sont ensuite mises en discussion par les acteurs de la filière, les ONG, les gouvernements des États producteurs, les producteurs et les bailleurs.

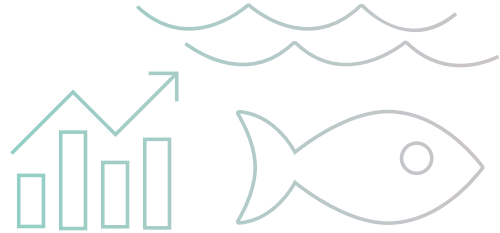
L'Iddri intervient ainsi sur quatre filières mondialisées :

- l'huile de palme produite en Indonésie,
- le thon pêché dans l'océan Indien,
- le soja cultivé dans le Cerrado brésilien,
- le cacao cultivé en Côte d'Ivoire.

---

COORDINATEUR : YANN LAURANS  
yann.laurans@iddri.org

---



## Renforcer la gouvernance régionale de l'océan

Cette initiative soutient les organisations régionales de l'Afrique de l'Ouest, de l'océan Indien occidental et du Pacifique Sud afin que de véritables stratégies « haute mer » et « ODD Océan » y soient élaborées. Il s'agit également de favoriser la coopération entre ces organisations (coopération Sud-Sud et Nord-Sud) ainsi que leur connexion aux processus de négociations internationales.

Les organisations régionales (organisations économiques, mers régionales, organisations sectorielles, etc.) constituent l'échelle pertinente de cohérence écologique, de gouvernance et d'apprentissage collectif sur les questions marines. Or certaines régions connaissent des difficultés structurelles limitant l'efficacité des initiatives déployées. C'est dans ce cadre que l'Iddri, en partenariat avec des *think tanks* et des institutions gouvernementales et internationales, apporte un soutien technique aux secrétariats des organisations régionales, noue des partenariats avec des États « champions » jouant un rôle moteur dans chaque région à travers l'exemplarité et la reproductibilité de leurs politiques, et consolide une plateforme permettant aux organisations internationales et régionales de se concerter et aux régions marines de partager leurs expériences.

Cette initiative soutient en particulier ces organisations régionales dans le cadre :

- des négociations sur la biodiversité marine au-delà des juridictions nationales (haute mer) ;
- de la mise en œuvre de l'Objectif de développement durable 14 consacré à l'océan.

---

COORDINATEUR : JULIEN ROCHETTE  
julien.rochette@iddri.org

---

# Chiffres clés 2016

## ÉQUIPE & RÉSEAU

---

**44**  
collaborateurs

**80** centres de  
recherche  
partenaires sur

**5** continents

## ÉVÉNEMENTS

---

**25**  
conférences  
publiques  
organisées

**40**  
ateliers de parties  
prenantes et/ou  
de recherche

## PUBLICATIONS

---

**44** publications dans  
les collections Iddri

**22** publications dans  
des revues  
à comité de lecture

+ de **120** interventions  
externes de  
chercheurs de l'Iddri

## MEDIAS

---

**30** tribunes

**2000** citations, interviews  
et articles dans des médias  
français et internationaux

**22000** abonnés  
à la newsletter de l'Iddri

## Crédits

**Coordination** : Carine Antunes, Pierre Barthélemy, Léna Spinazzé

**Relecture** : Carine Antunes, Pierre Barthélemy, Léna Spinazzé

**Conception graphique et réalisation** : Pepper Only ([www.pepperonly.com](http://www.pepperonly.com))

**Impression** : Pure impression / imprimé sur du papier certifié FSC

### CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

- p. 3, 6, 10, 11, 12 : Iddri
- p. 7, 8, 9, 10, 12, 15 : Pixabay
- p. 1, 14, 16, 17 : Thinkstock

# IDDRI

27, rue Saint-Guillaume  
75337 Paris cedex 07  
France

[www.iddri.org](http://www.iddri.org)